



Reportage de Guyane la 1^{ère} TV sur le totem du lycée Léon-Gontran Damas

La réaction de la CTG

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La CTG dénonce le caractère partial et déconnecté de la réalité du reportage de la rédaction télé de Guyane la 1ere sur le totem du lycée Léon-Gontran Damas.

La Collectivité dément catégoriquement avoir la moindre responsabilité dans la confusion qui s'est opérée lors du choix de la photo du poète guyanais, contrairement à ce qui est suggéré tout au long de son reportage par la journaliste de Guyane la 1ère en charge de ce sujet.

La CTG avait pourtant produit des documents attestant de manière formelle et irréfutable sa non implication dans le choix du visuel du totem, de l'initiative exclusive de la direction de l'établissement ; des éléments que madame Séraphin-Georges a, en son âme et conscience, fait le choix d'ignorer.

La CTG s'étonne en particulier du témoignage surréaliste de Françoise James-Ousénie, présentée comme une « femme de lettre » alors qu'elle est aussi et surtout la proche collaboratrice du Maire de Cayenne, opposante politique notoire du Président de la CTG. Un témoignage au cours duquel madame James-Ousénie évoque - dans un moment, peut-être de confusion entre la réalité et la fiction inhérente à l'écriture d'un de ses romans - une conversation avec « quelqu'un de la CTG » (non identifié) qui, paradoxalement, aurait défendu le choix de la photo d'un totem que la Collectivité n'a pourtant pas commandé.

Un travail journalistique digne de ce nom aurait pu simplement consister à demander à madame James-Ousénie l'identité de son prétendu contact à la CTG afin de s'assurer auprès de lui d'une part de sa capacité à s'exprimer au nom de la Collectivité ; et d'autre part, de la véracité des propos qui lui étaient attribués. Évidemment, il n'en a rien été.

La CTG prévient qu'elle demeurera désormais particulièrement vigilante face aux manquements de certaines personnes qui confondent journalisme et militantisme politique, et qui, de façon récurrente, malheureusement, se servent de leur fonction au sein de médias locaux pour se livrer à des campagnes de désinformation et de manipulation l'opinion publique au profit des personnalités politiques ou issues de la société civile qu'elles soutiennent, et ce au mépris de la déontologie la plus élémentaire dont devrait pourtant se prévaloir tout journaliste (ou présumé tel) qui se respecte.